

Au moment où les chiffres du chômage et de la pauvreté explosent dans notre pays, la morgue et le mépris des patrons et des gouvernants font la une des médias.

L'austérité, ça suffit !

Le gouvernement vient une fois de plus de faire la démonstration qu'il est au service des plus riches. Il prévoit de nouveau de taxer les plus pauvres, les plus faibles, tout en préservant les nantis et les spéculateurs. Depuis son arrivée au pouvoir, Sarkozy et sa majorité n'ont eu de cesse de distribuer, dilapider, l'argent public au profit des plus riches, et de sa « bande du Fouquet's ».

Les attaques du gouvernement sur l'assurance maladie, l'hôpital public et plus globalement, sur la protection sociale sont à la hauteur des exigences du Medef et de l'appétit des assurances privées.

La poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la réduction annoncée de un milliard de dépenses publiques, l'encadrement encore plus strict des dépenses de santé vont casser un peu plus les services publics de santé et réduire l'accès aux soins pour tous.

La politique de fermeture des hôpitaux et maternités de proximité va se poursuivre et s'accroître. Cela se traduira sur le terrain par une baisse de la qualité des soins et une dégradation accrue des conditions de vie et de travail.

Pour les usagers, l'accès aux soins se restreint année après année avec la baisse des remboursements, les dépassements d'honoraires et les franchises médicales qui se multiplient. Toute une partie de la population, exposée à la misère et la précarité, chômeurs et salariés pauvres, ne peuvent plus se payer une assurance complémentaire.

Patrons, gouvernement : l'offensive !

Plus de 22,7 millions d'Européens sont au chômage, dont 5,1 millions âgés de moins de 25 ans. La zone euro compte à elle seule 15,7 million de chômeurs, dont 3,1 millions de jeunes a annoncé fin août l'office statistique de l'Union européenne. En France 10 % des salariés sont au chômage et 8,7 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté.

Le nombre de chômeurs a connu encore cet été une progression importante. Des milliers de gens sont brusquement plongés dans la pauvreté, perdent leur emploi, leur logement et voient leur conditions de vie se dégrader fortement.

De la crise financière à la crise sanitaire et sociale !

Le secteur sanitaire et social, et le secteur des services à la personne, subissent les mêmes attaques que l'industrie et la production de biens. La violence patronale s'exprime sans retenue sur les salariés et met les usagers en danger.

Les établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux, qui connaissent des restructurations et restrictions budgétaires depuis plusieurs années, vont subir de plein fouet le nouveau plan d'austérité.



Union syndicale
Solidaires



Fédération Sud Santé-
Sociaux
"Solidaires - Unitaires -
Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, le 07/09/11

Stop à l'austérité, trop c'est trop !

Les mêmes restrictions sont à l'œuvre dans le social et le médico-social et se traduisent par moins d'hébergement social, moins de soins de qualité, moins d'accompagnements.

Les restructurations actuelles, les fusions d'associations et les restrictions budgétaires vont s'accélérer.

Les conventions collectives sont remises en cause avec pour but moins de droits pour les salarié-es. Les salarié-es devront travailler de plus en plus avec de moins en moins de moyens et avec des salaires qui ne leur permettent plus de joindre les deux bouts.

La crise a bon dos ! Les spéculateurs et les milliardaires n'ont cessé de s'en mettre plein les poches.

« Taxez nous ! » disent-ils. Mais modérément et en une seule fois, 200 millions d'Euros a prévu le gouvernement. Une aumône alors qu'ils ont bénéficié de dizaines de milliards de cadeaux fiscaux. Tout cela pour faire diversion et masquer que le plan d'austérité, se sont les salariés, les chômeurs et retraités qui vont le payer, et au prix fort.

Les salariés ne sont pas dupes !

Le gouvernement multiplie les cadeaux aux banques et aux entreprises sans la moindre contrepartie pour les salariés. Gouvernement et patronat refusent toujours toute augmentation du SMIC, des salaires, des retraites et des minima sociaux...

De l'argent il y en a dans la poche des spéculateurs et des financiers. Un autre partage des richesses est plus que d'actualité, imposons le !

Cette politique que nous subissons, d'autres salariés à travers l'Europe la subissent aussi. Il ne se passe pas un jour sans protestations, grèves et manifestations en Grèce, Espagne, Portugal, Angleterre...

La Confédération Européenne des Syndicats dont sont membres toutes les confédérations françaises ne donne aucune perspective aux travailleurs-es et aux peuples européens en lutte. Une journée au moins, de grèves communes pourrait être envisagée dans toute l'union européenne, pour dire NON aux plans d'austérité ?

Nous sommes convaincus que seule une mobilisation à l'échelle européenne large et unitaire sera à même de les faire reculer !

La fédération SUD santé sociaux avec l'Union syndicale SOLIDAIRES œuvrent dans ce sens là.

Le 11 octobre prochain à l'occasion de la journée d'action interprofessionnelle, dans la grève et les manifestations, préparons cette perspective !

300 Euros pour tous tout de suite !

Pas de salaires à moins de 1600 Euros !

Indexation des salaires et des pensions sur les prix !

Arrêt des augmentations des loyers !

Non aux fermetures des établissements sanitaires et sociaux !

Non à la casse des statuts et des conventions collectives !